



Le 2 décembre, grèves et manifestations « contre l'austérité et pour nos salaires »

Le SNJ-CGT appelle les journalistes à participer mardi 2 décembre, par la grève et la manifestation, à la journée de mobilisation nationale « contre l'austérité et pour nos salaires », à l'initiative de la CGT, Solidaires et la FSU ([lire ici](#)).

Après les mobilisations des 10 et 18 septembre et du 2 octobre, nous devons continuer à peser dans le débat budgétaire, pour nous opposer aux mesures régressives telles que le doublement des franchises médicales, la limitation des arrêts maladie, le gel des pensions de retraite jusqu'en 2030 ou encore la suppression de 3 000 postes dans la fonction publique.

La CGT Spectacle dénonce les coupes drastiques prévues dans ce projet de budget ([lire ici](#)), dont 71 millions d'euros de moins pour l'Audiovisuel public. Alors même que les coupes de ces dernières années se sont déjà traduites par des centaines de suppressions d'emplois et que l'audiovisuel public fait l'objet d'attaques sans précédent, provenant notamment des médias de la « Bollosphère ». Ces derniers militent pour la privatisation, tout comme Eric Ciotti et le Rassemblement national, à l'origine d'une « commission d'enquête sur la neutralité, le fonctionnement et le financement de l'audiovisuel public ».

Le projet de loi de finances 2026 prévoit également d'amputer de seize millions d'euros le Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER), ce qui menace plus de 2 000 emplois dans près de 800 radios associatives, qui participent au pluralisme de l'audiovisuel.

Dans la presse et les médias, de trop nombreuses négociations annuelles obligatoires (NAO) de branche ou d'entreprises se traduisent par des « propositions » patronales indigentes au regard de l'explosion du coût de la vie et du retard considérable d'évolution des salaires déjà accumulé ces dernières années.

Ainsi, après six années « blanches » et alors que l'inflation cumulée s'élève à 17% depuis 2018, le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN) n'a mis sur la table qu'une augmentation des minima de grille de 1,5%, en deux fois. Trop peu pour le SNJ-CGT, qui a refusé de signer.

De son côté, le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) n'envisage pour 2025 qu'une augmentation ridicule des minima de grille à 0,5%. Malgré une NAO qui s'était déjà soldée par un échec en 2024, dû au refus des patrons de délier suffisamment les cordons de la bourse.

Une pingrerie qui n'épargne pas les journalistes rémunérés à la pige, puisque le SPQR a refusé d'aller au-delà de sa proposition d'un feuillet à 50 euros bruts, n'examinant même pas la contre-proposition des syndicats de journalistes, à 60 euros.

Pendant ce temps, les plans de licenciements, d'austérité, de rachat ou de réorganisation continuent de se multiplier : *Le Point*, Prisma Media, les éditions Croque Futur (*Challenges*, *La Recherche et Sciences & Avenir*), *L'Equipe*...

Pour une information libre, pour des journalistes bénéficiant de salaires, de moyens et de conditions de travail dignes de leur mission, en grève et en manifestation le 2 décembre.

Montreuil, le 27 novembre 2025.